

Willi Vollenweider, Ing.él. dipl. EPF, Conseiller d'Etat, Président du
Groupe GIARDINO, Case postale 7701, 6302 Zoug
E-Mail: admin@gruppe-giardino.ch – Zog, le 26 mars 2018

**Va à toutes les citoyennes et à tous les citoyens,
qui sont prêts à s'engager en faveur du rétablissement d'une armée de milice
conforme à la Constitution fédérale
ainsi qu'à tous les membres de GIARDINO et aux personnes qui veulent devenir
membres.**



Lettre circulaire N° 26

Chères citoyennes, chers citoyens,

Préavis:

L'assemblée générale du Groupe GIARDINO se tiendra mercredi 23 mai 2018, de 1600 h à environ 1900 h., à la Caserne de Berne. Elle sera suivie d'un buffet. Une invitation écrite sera envoyée par courrier postal à tous les membres de GIARDINO.

1. NOUVEAU! Actuellement, la Suisse ne dispose pas d'une défense du pays crédible! Pour la première fois dans son Histoire récente, la Suisse «tente» de vivre depuis janvier 2018 sans défense sérieuse du pays et sans défense valable contre le terrorisme!

Suite à la décision prise le 18 mars 2016 par les Chambres fédérales de réduire l'armée une nouvelle fois de moitié, notre Parlement fédéral a abandonné la politique d'une défense crédible du pays et de la population qui avait fait ses preuves depuis des dizaines d'années. Une fausse désision historique contre laquelle le Groupe Giardino avait mis en garde de manière répétée. Il vole à la population suisse la possibilité, en cas de conflit, de contrer efficacement et avec des chances de succès des attaques d'adversaires de tous genres. Le comportement d'une négligence grave de nos politiciennes et de nos politiciens fédéraux, est une gifle contre chaque citoyenne et citoyen de notre pays pour qui préserver notre souveraineté et nos réalisations constitue principalement le fondement de notre Etat.

2. L'armée de 35'000 hommes

Depuis le 1.1.2018, notre armée a été une nouvelle fois affaiblie («DEVA»), c'est donc une réalité. C'est avec une grande consternation que nous constatons que les promesses faites en son temps n'ont pas été tenues. Avez-vous aussi déjà remarqué que l'on parle toujours de 35'000 soldats qui, soi-disant, peuvent être mobilisés dans un délai de 10 jours (ceci toutefois seulement sans actions perturbatrices de l'adversaire)? De quelles formations s'agit-il lors d'une telle «mobilisation partielle», cela n'est pas révélé publiquement. Certainement que les divisions territoriales (Div Ter) n'en font pas partie. La durée de l'augmentation à la force DEVA complète de 100'000 n'est jamais mentionnée. Ce processus devrait probablement durer plusieurs mois. La cause effective de cette déficience dans la mobilisation n'intéresse personne, nous mis à part, et le DDPS ne prend aucune mesure pour résoudre ce grave problème à sa base: il y a plus de 10 ans, le chef du département en place à l'époque avait décidé (en raison d'une expertise réalisée par une entreprise de conseil étrangère) de reprendre le concept de l'industrie de «magasins à rayonnages en hauteur» géré informatiquement et de l'introduire pour l'entreposage des biens logistiques de l'armée. Cela signifie un entreposage séquentiel et un retrait des biens séquentiel aussi. Le fait que l'organisation d'une mobilisation nécessite quelque chose de totalement différent saute aux yeux de chaque sous-officier de matériel et de chaque sergent-major: auparavant, nous disposions d'un entreposage séquentiel et d'une sortie de matériel parallèle, ce qui fonctionnait très bien. Sans parler de la centralization idiote de l'ensemble de la logistique sur cinq centres! Et: compte tenu du risque de dépendance de l'informatique en raison d'attaques cybernétiques, ou d'une guerre conduite

électroniquement, les cinq centres logistiques de l'armée peuvent être rendus inutilisables dès l'heure «zéro»: un gigantesque tas de ferraille, mais extrêmement onéreux!

3. Les promesses faites en relation avec DEVA sont déjà rompues: «la définition d'équipement complet à la table des habitués»

Le Commandant de corps Aldo C. Schellenberg au journal NZZ du 10 février.2018: *«Une «définition de table des habitués» de l'équipement complet n'est pas possible. Si l'on pense alors qu'il faut avoir suffisamment de tout pour que tous les bataillons de l'armée puissent être équipés en même temps – ce n'est pas un scénario réaliste. Je peux cependant vous assurer que, en cas de mobilisation, les 35'000 personnes arrivant pendant les 10 premiers jours seront complètement équipées en temps utile.»*

Il a été menti, tant au Parlement qu'au peuple suisse, déjà avant la décision DEVA, donc sur toute la ligne! Ici également il n'est de nouveau parlé que de «35'000 personnes»! Nous avons déjà publié! (en citant la source) dans notre lettre circulaire N° 25 que l'armée, selon ses propres déclarations, n'aurait, dans un conflit, des armes et munitions seulement pour deux à trois jours. Lentement, plus rien ne nous étonne. Mais nous sommes cependant ébranlés.

4. OUI à l'armée de milice! NON à une bureaucratie du DDPS démesurée!

Pour gérer une armée DEVA ne comptant selon une évaluation réaliste que 35'000 soldats, le DDPS continue de disposer d'un appareil administratif fort de 12'000 employés fixes. Si l'on considère que les CR et les cours de cadres s'échelonnent sur toute l'année, seuls 12'000 des 100'000 soldats devraient fournir un service en même temps. Sur la base de ce calcul, un administrateur militaire s'occupe d'un soldat! Rapport d'un à un. Ainsi, chaque compagnie en service est «suivie» par 200 employés de l'administration. Grotesque!

Le DDPS et nos politiciens chargés de la sécurité font miroiter le devoir de la défense du pays découlant de la Constitution comme une illusion, uniquement afin d'assurer leurs «fiefs», leurs places de travail et leurs droits à une retraite.

L'armée de milice peut bien mieux remplir sa charge sans la bureaucratie du DDPS démesurément gonflée. La milice est de toute façon mieux à même d'organiser et de faire se dérouler les écoles de recrues et de cadres que l'administration militaire géante le peut. C'est bientôt le moment d'essayer de retirer l'armée du «DDPS». Le département ne se soucierait plus que de la protection de la population et des sports. L'armée serait organisée par la milice elle-même. Elle peut le faire bien mieux que quiconque!

5. Le DDPS et le Conseil fédéral constituent le plus grand risque pour la sécurité de la Suisse

Le DDPS et le Conseil fédéral sont devenus depuis longtemps un risque pour la sécurité.

Ils font croire au peuple suisse qu'ils s'occupent de la «sécurité» alors qu'elle n'existe plus du tout et qu'en l'occurrence la volonté de la politique fédérale comme celle de l'administration ne sont plus présentes. En cas de conflit, nos jeunes soldats seront «sacrifiés» en tant que «chair à canon». Comme nous connaissons le Conseil fédéral, le drapeau blanc sera toutefois rapidement agité. Tel l'exemple de l'Autriche lors de l'«unification» (Anschluss) avec le III^e Reich (d'alors) en 1938. (A l'époque, l'armée autrichienne ne comptait que 60'000 hommes.)

Les politiciens de la Confédération en matière de sécurité et le DDPS trompent tout simplement le peuple suisse.

6. Le Conseiller fédéral Parmelin ne veut ni avions ni système de défense anti-aérien!

La nomination de M. le Dr C. Catrina comme «délégué pour le renouvellement des moyens de protection de l'espace aérien» ainsi que la demande d'établir un «chèque en blanc» de 8 milliards de francs dans le cadre d'une décision de planification montrent que le Conseil fédéral n'envisage en réalité aucun

renouvellement de notre défense anti-aérienne. Il manque de toute évidence des personnalités crédibles ou alors elles ne se mettent pour l'instant pas à disposition de ce «commando aérien». A ce jour, il apparaît malheureusement qu'une très probable votation populaire échouera à nouveau. Personne n'achète quelque chose sans voir la marchandise. Avec une armée réduite de moitié et avec encore seulement deux aéroports de guerre pour les avions de combat, il sera encore plus difficile qu'avec le «Gripen» de vouloir justifier l'achat d'avions malgré l'insuffisance de places d'aviation. De plus, qu'est-ce que ces avions doivent encore défendre si, au sol, seule une armée-alibi sans aucune chance est encore présente?

7. Nouvelles de nos groupes de travail

Le travail du Groupe GIARDINO se déroule pour une grande part dans les divers groupes de travail (voir la lettre circulaire N° 25). Tous les groupes de travail accomplissent leurs activités de manière largement indépendantes. Ils se réunissent plusieurs fois par année pour des séances de plenum d'état-major afin de procéder à des échanges et pour analyser des développements multidisciplinaires et en discuter.

Ici un bref rapport sur les thèmes en cours de traitement:

Concept de l'armée: établir un rapport propre à GIARDINO sur la politique de sécurité.

Politique, Société: élaborer une intervention (voir le point 8) à l'intention du Grand Conseil zougais ainsi qu'une réponse à la consultation pour la révision de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile.

Communication: planification et exécution d'une réunion publique d'automne.

Recrutement de membres: mesures pour rajeunir l'effectif de nos membres.

Collecte de fonds: les actions à venir nécessitent de l'argent. Les donateurs sont les bienvenus!

Relations extérieures: nous continuons d'entretenir des contacts avec l'armée et les sociétés qui ont des intérêts identiques.

Service de milice: l'équité en matière de défense doit être rétablie.

Suisse Romande (SR): nous voulons développer nos activités en Suisse romande.

Droit sur les armes (ad hoc): nous avons remis notre détermination relative à la consultation. Il en va maintenant de la préparation du référendum contre notre soumission au diktat de l'UE!

Elections de 2019: procéder à l'identification des candidats que nous pourrions soutenir.

8. Intervention auprès du Grand Conseil de Zoug

Prochainement, nous demanderons au Conseil d'Etat zougais par une interpellation comment le Canton et les communes pensent assurer la protection physique d'installations exposées et de la population en cas de menaces et d'actions terroristes accrues dans toute la Suisse sur une longue période (situation extraordinaire).

Cela correspond par hasard exactement au scénario d'exercice du Réseau national de sécurité «RNS 19», lequel sera mené en novembre 2019 dans toute la Suisse par la Confédération, les cantons et les villes. Il y sera simulé une menace terroriste permanente avec escalations par des attaques contre des infrastructures exposées, des chantages, des menaces d'attentats contre la vie de personnes avec tout ce que cela comporte. Comme forme d'exercice d'état-major et sur papier, mais quand-même.

Le Conseil d'Etat doit informer de quelle manière il veut contrer sur le territoire du Canton de Zoug une menace terroriste accrue visant la Suisse entière, par quels moyens aujourd'hui disponibles, et quel besoin d'action il voit éventuellement.

La situation est presque sans espoir! Le Canton de Zoug compte 125'000 habitants répartis sur une surface de 238 km². De nombreux objets dignes d'être protégés et des lieux comptant de nombreuses personnes se trouvent sur son territoire qui constitueraient des objectifs «payants» pour des attaques terroristes: bâtiments des autorités, gares, lignes de chemin de fer, réseaux de répartition et sous-stations pour le ravitaillement en électricité, des installations de communications (téléphone, internet, polycom), entrepôts et unités de production de denrées alimentaires et centres de répartition, dépôts d'armes de l'armée et de

la police, réservoirs, hôpitaux, écoles, lieux de rassemblement, voies de communication, etc. La «division territoriale 3» comporte encore juste quatre bataillons de 850 soldats d'infanterie chacun en qualité de troupes de combat. De ces forces de sécurité armées de 3'400 hommes, seuls quelques centaines d'hommes seraient affectés au Canton de Zoug en cas de menace de terreur au niveau Suisse. Les autres devraient protéger les 11'900 km² restant de la zone de la division territoriale 3, entre autres toute la transversale nord-sud des routes et voies ferrées, avec trois grands tunnels et leurs installations d'aération ainsi que de nombreux objets militaires (infrastructures de conduite, de combat, de logistique, de communication, y-compris deux grandes stations de radar d'avions). En plus encore 670 km de frontières nationales (renforcement du corps des gardes-frontières (CGF)). La mobilisation de la Div. Ter 3 devrait s'étendre sur des semaines ou des mois. A partir de l'heure «zéro». Le Canton de Zoug ne disposerait ainsi que de 235 policiers armés. La police auxiliaire de la protection civile zougoise n'est pas armée. En cas d'engagement durant plus de 7x24h, il faut compter quatre relèves. Ainsi, au début, seules 60 forces de sécurité armées veilleraient sur les objets à protéger. Dans le meilleur des cas, au maximum 100 soldats armés de la Div. Ter. 3 viendraient encore en renfort. Avec au total 160 forces de sécurité en service en même temps, l'exigence de la protection d'infrastructures critiques et de la population n'est pas réalisable! Il n'est pas nécessaire de disposer d'une formation d'état-major général pour s'apercevoir de cela. Seul 0,13% de la population doit donner aux 99,87% restants le sentiment de «sécurité». Absurde.

9. Interventions parlementaires dans d'autres parlements cantonaux

Important: l'intervention décrite ici peut et doit être adaptée de manière correspondante et être transmise à tous les parlements cantonaux de la Suisse! Qui connaît des parlementaires cantonaux pour qui la sécurité publique ne leur est pas égale?

10. Perspectives sur les élections fédérales parlementaires de 2019

Notre Parlement fédéral sera renouvelé en automne 2019. Bien entendu, nous recommanderons de ne pas réélire les parlementaires qui se représenteront pour une réélection et qui, à chaque occasion, font semblant d'être favorable à l'armée mais qui, au moment déterminant, refusent de soutenir une armée crédible. Ils constituent un risque pour notre sécurité.

Il faut rechercher de nouvelles personnalités conscientes de leurs responsabilités, et qui peuvent s'associer dans l'ensemble au jugement de la situation du Groupe GIARDINO. Le thème de la «sécurité publique» doit à tout prix être présent dans ces élections. A cet effet, nous avons besoin de soutiens dans tous les cantons!

11. Des anciennes lettres circulaires sont publiées sur notre site internet

Nos lettres circulaires et d'autres documents sont aussi accessibles au public sur notre site internet (http://grappe-giardino.ch/?page_id=11756).

12. Souhaitez vous nous aider?

Souhaitez vous nous aider à faire respecter le droit moral et juridique de la population suisse à une sécurité publique pour laquelle le Groupe GIARDINO s'engage?

Dans l'affirmative, veuillez vous annoncer pour un premier contact avec nous!

Nous n'avons pas le droit de renoncer!



Willi Vollenweider, Président du Groupe GIARDINO